RéSISTANCES
De la résistance à la Révolution
Juillet-Août 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet N°8



SOMMAIRE

page 1 : Continuons le combat !
page 2 : Défendre les retraites
page 3 : Appel-pétition pour les retraites, CAC 40
page 4 : Sans-papiers, Morano
page 5 : Répression en Pays Basque, Marche des fiertés gays, lesbiennes et trans
page 6 : Le Quai de Ouistreham, Afrique du Sud

Continuons le combat !

La journée de manifestations et de grèves contre le projet gouvernemental sur les retraites du 24 juin a été incontestablement un succès puisqu'elle a mobilisé près de 2 millions de personnes. Mais la réponse du gouvernement ne s'est pas faite attendre. François Fillon reste droit dans ses bottes et refuse de toucher à la mesure phare de son projet : le recul à 62 ans de l'âge légal de la retraite. A la place il donne un os à ronger à certaines confédérations syndicales en proposant de négocier sur les notions de pénibilité et de carrières longues. Tout cela n'est que foutaise ! Les mesures anti-retraites sont partie intégrante d'une politique de classe qui consiste à faire payer aux salariés et aux classes populaires le coût de la crise et à les obliger à financer les aides accordées généreusement aux banquiers et aux autres capitalistes. S'il manque de l'argent dans les caisses de retraite, c'est donc au grand patronat et aux banquiers de payer, pas à nous !

Le 24 juin, les salarié(e)s ont répondu massivement présent(e)s à l'appel des confédérations syndicales. Il est évident qu'il faut continuer à se battre pour faire céder gouvernement et patronat. Mais pas par des journées de grèves et de manifestations sans lendemain, espacées dans le temps et qui, loin de mobiliser, à la longue démobilisent. Or c'est cela que font depuis des mois Thibault, Chérèque et consorts ! Et cela risque encore d'être la même ritournelle le 7 septembre - journée à laquelle s'est ralliée FO - si nous ne faisons pas entendre notre voix aux dirigeants des confédérations. Et, pour gagner ce combat, les salarié(e)s ne peuvent compter que sur eux-mêmes .

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr /06 11 52 01 75

LA « REFORME » DES RETRAITES : FAIRE PAYER LA POPULATION LABORIEUSE



Depuis déjà plusieurs semaines, Woerth, Fillon et Sarkozy avaient annoncé la couleur par des fuites dans les médias puis des déclarations ; aussi le projet gouvernemental présenté le 16 juin n'a guère été un scoop.

Les mesures touchent principalement les salarié(e)s : l'âge de départ reporté de 60 à 62 ans en 2018 (à partir du 1er juillet 2011 : 4 mois par an), de 65 à 67 ans pour une retraite sans décote pour celles et ceux qui n'ont pas toutes les annuités ; la durée de cotisation passe à 41 ans et demi en 2020 ; le taux de cotisation dans la fonction publique sera aligné sur celui du privé et augmentera donc de 7, 85 % à 10, 55 %, ce qui équivaut à baisser leurs salaires. La pénibilité, pour être reconnue et permettre le départ à 60 ans, sera évaluée au cas par cas, avec 20 % d'invalidité constatée !

Quant aux riches, ils ne seront concernés qu'à la marge: 1 % de plus pour la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, ainsi que sur les plus-values mobilières et immobilières ; prélèvement pas bien méchant sur les stock-options et les retraites chapeaux.

Le gouvernement justifie ces mesures en avançant la question démographique, la baisse du nombre de travailleurs actifs par rapport aux retraités, d'où une rentrée insuffisante de cotisations. Mais pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de retraite, les solutions sont pourtant là : diminuer le chômage en interdisant les licenciements, en finir avec les suppressions de poste, augmenter les salaires... Mais ce même gouvernement fait le contraire ! Il diminue toujours plus l'effectif des fonctionnaires, annonce 45 milliards de réduction des dépenses publiques, leur gel pour les trois ans à venir, au mépris de l'intérêt des classes populaires pour lesquelles un service public de qualité est indispensable. C'est le règne de l'hypocrisie !

Le projet de loi Woerth entre dans ce cadre « d'économies» ; son objectif est de faire gagner de l'argent à l'Etat (et au patronat !) en diminuant les pensions ; c'est encore un moyen de ponctionner le monde du travail, car il sera de plus en plus difficile de remplir les conditions d'une retraite à taux plein (déjà, les seniors ont bien des difficultés à trouver du travail). La « réforme» des retraites sera suivie d'autres mesures dont certaines filtrent déjà : gel des salaires des fonctionnaires, augmentation de la CSG pour les retraités...

Et c'est ainsi, sur le dos des travailleurs, que l'Etat entend rembourser une dette toujours plus importante vu les sommes gigantesques qu'il a dépensées et dépense pour aider le patronat et les banques, sauver les profits de cette infime minorité de parasites qui mène l'ensemble de la société au bord du gouffre. Force est de constater que la riposte n'est pas à la hauteur de l'attaque. Le Parti socialiste s'il affiche sa volonté de maintenir l'âge de départ à 60 ans, ne dit rien contre l'allongement de la durée de cotisation et entérine les réformes Balladur et Fillon qui ont mis fin aux 37,5 annuités, ce qui revient à accepter de fait la diminution des pensions. Les grandes confédérations de même : Thibault veut simplement une *«réécriture »* du projet Woerth, et Chérèque une autre réforme tout en faisant approuver par le congrès de la CFDT l'allongement de la durée des cotisations...

Mailly se prononce certes pour le retrait de cette réforme, mais sans préciser par quels moyens. Or ces journées d'action espacées ne feront pas reculer le gouvernement.

L'institut BVA a réalisé en juin un sondage posant la question du moyen d'action le plus efficace contre le projet de réformes des retraites ; plus d'une personne interrogée sur deux juge que l'action des syndicats sera sans impact ; et 67% se sont prononcées pour la grève générale... c'est effectivement ce qu'il nous faut construire ! ✪



Signons massivement l'appel ci-dessous

Appel de salariés (en activité ou pas), de militants syndicaux et politiques des Pyrénées Atlantiques

NE TOUCHEZ PAS À NOS RETRAITES !



Face aux mesures concoctées par le gouvernement Sarkozy et le MEDEF sur les retraites, nous réaffirmons notre exigence :
** Retrait du projet de contre-réforme des retraites : aucun allongement de la durée de cotisations, maintien de l'âge légal de départ à 60 ans...*
** Abrogation des contre-réformes Balladur (1993) et Fillon (2003) ; retour aux 37,5 annuités pour tous, public-privé...*
** Maintien intégral du système des retraites des fonctionnaires.*
Nous demandons que les Confédérations syndicales cessent de participer à l'élaboration d'une contre-réforme néfaste aux salariés, aux retraités et aux jeunes, qu'elles quittent les groupes de travail et autres tables rondes avec le gouvernement Sarkozy ! Le financement des retraites serait assuré sans problème par des augmentations de salaires conséquentes, la résorption du chômage par le partage du travail, l'interdiction des licenciements, la suppression immédiate des milliards d'exonérations patronales. Nous revendiquons :
** le SMIC à 1500 euros net*
** 300 euros d'augmentation des salaires, des retraites et de tous les minima sociaux C'est par la voie de la grève générale et non par des « journées d'action » sans lendemain que nous pourrons gagner.*

NOM :
Prénom
Adresse :

Profession :
Signez directement en ligne : <http://www.lapetition.be/petition.php?petid=7550>
Ou adresser un mail en mentionnant votre nom et prénom à : appel-retraites-64@laposte.net)
Ou par la poste : Appel retraites – 5bis rue Auguste Guimont – 64 600 Anglet
L'APPEL SERA RENDU PUBLIC ET LES SIGNATURES ENVOYEES AUX DIRECTIONS SYNDICALES

Les entreprises du CAC 40 se portent très, très bien. Et nous ?



Le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40, c'est à dire des sociétés les plus importantes cotées en Bourse, a progressé de 5,43 % au premier trimestre (par rapport au premier trimestre 2009), avec des pointes à **+ 40,1 % pour STMicroelectronics, + 32,6 % pour la Société Générale, + 25% pour Total, + 23 % pour ArcelorMittal** etc.

Certes, le premier trimestre 2009 se situait dans la suite de la crise financière. Il n'empêche qu'il n'est plus question de crise pour ces multinationales qui profitent de la reprise dans les pays émergents comme la Chine, voire aux USA . Et la baisse de l'euro n'a pas encore influé… le bonus sur les exportations est à venir ! Certains spécialistes pronostiquent une hausse des résultats de 30 % sur l'ensemble 2010, et le retour à des profits record pour 2012. De plus, ces grandes entreprises ont de solides bilans financiers et des trésoreries bien fournies : pas étonnant si l'on se souvient que nombre d'entre elles ont bénéficié des mannes de l'État, qu'elles ont supprimé des emplois et limité les salaires sans vergogne; la faute à la crise disaient-elles, il fallait « réduire les coûts ».
Aujourd'hui, leur bonne santé est telle qu'elles parlent déjà de nouvelles fusions-acquisitions. Et nous devrions nous serrer toujours plus la ceinture alors que leurs actionnaires s'engraissent chaque jour davantage ?



Travailleurs sans-papiers
Première victoire dans la lutte

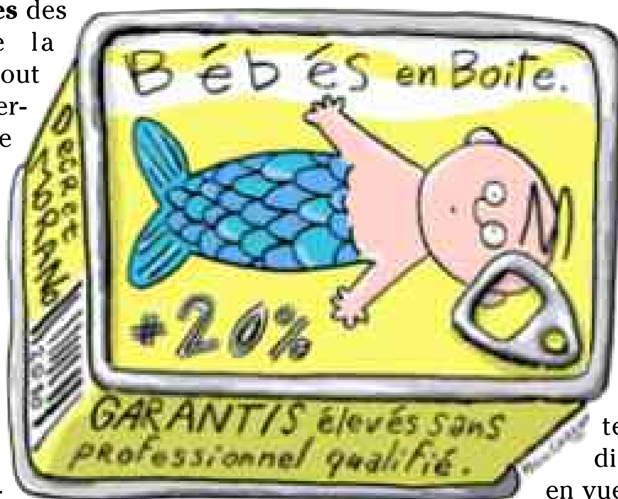
Plusieurs centaines de travailleurs sans papier ont occupé pendant trois semaines, de jour comme de nuit, les marches, puis le parvis de l'Opéra-Bastille, à Paris, sous la surveillance d'une escouade de CRS.



C'était la dernière en date des actions qui ont ponctué plusieurs mois de grève de milliers d'entre eux (dont de nombreuses femmes) avec occupation de locaux d'entreprises et de sièges d'agences d'intérim Cette occupation très visible avait reçu de nombreuses marques de solidarité, financières en particulier, de la part de syndicalistes, de militants ouvriers, de salariés du rang mais aussi... de nombreux passants et touristes. Finalement le 18 juin le gouvernement était forcé de faire de nombreuses concessions et les grévistes décidaient de lever cette occupation tout en maintenant des piquets sur de nombreux chantiers et entreprises. Après huit mois de grève, les 6 000 grévistes d'Ile-de-France vont donc maintenant déposer leurs dossiers de demandes de régularisation, de même que de nombreux autres travailleurs sans-papiers remplissant les nouveaux critères, un peu moins restrictifs qu'auparavant et qui doivent s'appliquer de la même manière dans tous les départements. Par exemple alors que jusqu'à présent pour les travailleurs sans-papiers employés dans les services à la personne, secteur où les femmes sont nombreuses, il était quasiment impossible d'obtenir des régularisations, désormais une régularisation deviendra possible avec une promesse d'embauche d'au moins vingt heures par semaine, complétée par d'autres travaux permettant d'atteindre un salaire du niveau du smic. Ces quelques concessions ne sont qu'un premier pas et elles ne permettront pas de régulariser les centaines de milliers de travailleurs sans-papiers qui pourtant assurent des travaux indispensables dans de nombreux secteurs de l'économie. La lutte doit donc se poursuivre et les travailleuses et travailleurs sans-papiers doivent pouvoir compter sur le soutien de l'ensemble du mouvement ouvrier. ✪

Décret Morano
La petite enfance mise en boite

Malgré la mobilisation d'une ampleur et d'une longévité inédites des personnels de la petite enfance tout au long de ces derniers mois, Nadine Morano a décidé la mise en boite des jeunes enfants, le gouvernement venant de publier le décret relatif aux modes d'accueil collectif.



La dernière manifestation du 29 mai avait vu défiler 6000 personnes à Paris et des milliers d'autres dans plus de 40 villes de France, dont 300 à Bayonne (personnel et parents réunis).

C'est une nouvelle attaque contre le service public, tout comme dans l'Education nationale avec la suppression de postes d'enseignants.

Cela vise à terme la suppression des écoles maternelles et l'ouverture au secteur privé de jardins d'éveil créés en vue de faciliter l'intégration des enfants de 2 ans ou plus dans l'enseignement du premier degré, l'accueil en surnombre dans les crèches, la baisse des quotas des professionnels les plus qualifiés…

Pour le collectif « Pas de bébés à la consigne » le combat continue même si le gouvernement est passé en force avec ce décret. Il appelle les élus et les gestionnaires d'établissements à demander son retrait et à ne pas l'appliquer.

Nous devons toutes et tous nous mobiliser dans ce combat comme dans celui de la défense de tous les services publics. C'est pour toutes et tous un enjeu majeur de société. ✪



Contre la criminalisation des mouvements sociaux
Refusons le fichage ADN !



Le Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques a été créé en 1998. A ses débuts, il ne concernait que les"délinquants sexuels" et les personnes condamnées pour violence. Puis les parlementaires, de droite comme de gauche, ont élargi l'éventail des délits, le champ d'application-d'abord les condamné(e)s, puis les simples suspect(e)s - et durci de plus en plus les peines encourues. Aujourd'hui quasiment tous les délits, réels ou supposés, sont concernés : collage d'affiches, vols à l'étalage, arrachage d'OGM... Même le fait d'être simple témoin d'un délit ou d'un crime peut vous conduire à subir un prélèvement d'ADN. Par contre - et c'est assez révélateur de la mentalité de ceux qui nous gouvernent - les délinquants économiques et financiers en sont exemptés ! Ce fichage systématique menace l'ensemble des citoyens et tout particulièrement celles et ceux qui rentrent en résistance contre cette politique du tout-sécuritaire où militants politiques et syndicaux sont les premiers visés. A Bayonne deux militants basques - Aurore et Jean-Luc - ont été convoqués devant le tribunal pour refus de prélèvement ADN. Dans cette affaire le premier élément à dénoncer est le contexte de répression et d'intimidation à l'encontre du mouvement abertzale et de la jeunesse en particulier. Aurore et Jean-Luc sont déjà passés en procès en septembre 2008 pour "dégradation légère de bien public"(en fait il s'agissait de graffitis sur le mur d'un bâtiment de la DDE). Ils ont payé les 1000 euros d'amende auxquels ils avaient été condamnés. Près de deux ans après ce procès, la gendarmerie les place en garde à vue pour prélever leur ADN. Devant leur refus, ils sont convoqués de nouveau devant le tribunal. L'audience a eu lieu le 1er juillet, le délibéré sera rendu le 16 septembre.

Dans cette affaire l'appareil judiciaire tente d'intimider par la répression des militants politiques. L'Etat veut par tous les moyens briser la voix de celles et ceux qui combattent sa politique du tout-répressif au service du capitalisme et de ceux qui en tirent profit. Parce que nous nous opposons à cette logique nous sommes et serons toujours aux cotés de celles et ceux qui refuseront le prélèvement d'ADN. ✪

LES PRISONNIER(E)S EN LUTTE

Pour le Collectif des Prisonnier(e)s Politiques Basques (Presos), qui se compose de 796 personnes incarcérées (dont 169 dans l'Etat français), 2010 est une année de lutte contre des conditions de détention de plus en plus difficiles. Dispersion, éloignement, détentions préventives prolongées, lourdes condamnations, refus des libérations conditionnelles… la liste est longue. Et cette situation intenable se traduit par l'imposition aux familles de règles de visites toujours plus pénibles, la tentative d'illégalisation de leur association Etxerat, la répression des manifestations… Le Collectif des Presos se bat toujours pour exiger l'application aux détenu(e)s du statut de prisonnier(e)s politiques, la fin de la dispersion, le rapprochement des prisonnier(e)s au Pays Basque et le respect de leurs droits individuels et collectifs. La manifestation du 12 juin à Bayonne, organisée par Askatasuna, a réuni un millier de personnes, pour soutenir le Collectif et ses revendications. Cette répression des Etats français et espagnol s'intensifie alors même que la gauche abertzale a fait plusieurs déclarations en faveur d'un *« processus démocratique sans violence ni ingérence »*, et que Jesus Egiguren, secrétaire général du Parti socialiste basque, appelle à réfléchir à la levée de l'interdiction de Batasuna.

Le Collectif demande à être impliqué dans les discussions en cours et à venir, car, dans tous les cas de figures, il est certain que la résolution du conflit devra aussi inclure l'amnistie et la libération des prisonnier(e)s. ✪

Contre l'homophobie et la lesbophobie, Pour l'égalité des droits !

Samedi 19 juin a eu lieu à Biarritz la Marche des Fiertés des LGBTI, dont c'était la 10ème édition. Environ 300 personnes ont défilé dans une ambiance colorée, festive et militante. Le village était installé sur le plateau du Phare où les représentants des différentes organisations associatives, syndicales et politiques présentes ont pris la parole pour exprimer leur soutien à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les lesbiennes, gays, bi, trans et intersexes, ainsi qu'à leur lutte pour l'égalité des droits. Droit au mariage, droit à l'adoption, droit à disposer de son corps (rappelons le projet Bachelot qui veut soumettre à un parcours psychiatrique les trans dans leur parcours de transition), droit à être soi-même dans la famille, dans la rue, au travail. Mais aussi arrêt des violences physiques LGTBI-phobes qui peuvent aller jusqu'au meurtre, des moqueries, des violences verbales. C'est à elles et eux de lutter, mais c'est à nous de les accompagner pour renforcer la visibilité de leur combat, pour faire naître une société qui n'impose pas la suprématie hétérosexuelle, pour supprimer les violences dont ils/elles font l'objet et pour gagner l'égalité des droits, comme nous le faisons pour les droits des femmes, les droits des sans-papiers, les droits des enfants et les droits de tous celles et ceux qui luttent au jour le jour pour un monde plus juste et plus égalitaire. ✪



livre

Le Quai de Ouistreham

de Florence Aubenas

Éditions de l'Olivier



Journaliste au "Nouvel Observateur", après avoir travaillé longtemps à "Libération", Florence Aubenas s'est immergée pendant six mois dans le milieu des sans-emploi et des précaires de la région de Caen. Elle s'y est inscrite au Pôle Emploi et a cherché un travail de femme de ménage.

Son livre se penche sur la galère qu'est devenue aujourd'hui la recherche d'un travail régulier, ou plutôt, comme l'explique l'une des femmes qu'elle rencontre, dénicher des "heures" car un véritable emploi cela n'existe plus. De vacation en vacation, on va donc l'envoyer pour quelques heures par jour, voire par semaine, nettoyer les cabines d'un ferry, les bungalows d'un camping, les bureaux d'entreprises...

Et, outre sa description d'une ancienne région industrielle ravagée par le chômage et les délocalisations, elle montre ce que subissent ces femmes (c'est un milieu où les hommes sont minoritaires) au quotidien : temps et coût de trajets, heures supplémentaires et périodes d'essai non comptabilisés et non payés, épuisement, brimades, mépris, peur du lendemain. Elle a aussi quelques remarques féroces à l'égard du Pôle Emploi et de son fonctionnement. Elle dénonce par exemple les stages bidons, les trains et les salons de l'emploi qui sont surtout là pour faire des articles de presse. Pratiques également scandaleuses: les convocations des demandeurs et demandeuses d'emploi à des "réunions d'information" parfaitement inutiles mais qui permettent.... de radier des listes celles et ceux qui ne s'y présentent pas. Cela améliore les statistiques du chômage. Elle cite aussi la réponse d'un directeur de l'agence locale à une conseillère hésitant à accepter une offre d'emploi émanant d'un employeur qui refusait de payer le minimum horaire légal de la Convention collective des métiers du nettoyage: *"Ne commencez pas à décourager les employeurs, agissez comme ils vous le demandent, ne les contredites pas. Les offres ne sont pas faites selon vos désirs à vous, mais selon les leurs".*

Seule réserve sur ce livre, le fait que Florence Aubenas se mette elle-même en scène d'une façon pas forcément toujours crédible et parfois un peu condescendante. Comment en effet partager ses craintes de ne pouvoir faire son travail correctement et d'être licenciée alors qu'elle sait parfaitement qu'au bout de six mois elle retrouvera son emploi de Grand Reporter et le confort qui va avec ?

Comment croire qu'elle s'angoisse aussi facilement face à un petit chef ou à un employeur acariâtre alors que pendant six mois - de janvier à juin 2005 - elle fut retenue otage en Irak, une épreuve qu'elle surmonta avec un courage et une volonté exemplaires ?

Cela nuit un peu à la sincérité du témoignage. Malgré tout "Le quai de Ouistreham" mérite que l'on accoste.

19 ème COUPE DU MONDE DE FOOTBALL
LA GUEULE DE BOIS DES SUD AFRICAINS

Si la coupe du monde de foot a braqué, pendant quelques semaines, les projecteurs de l'actualité sur l'Afrique du Sud et les 31 équipes participantes, une fois les lampions éteints et les vuvuzelas remisés dans les placards, le réveil risque d'être difficile pour le peuple sud-africain, et surtout pour les Noirs, qui en constitue la partie la plus pauvre. Des années avant l'évènement les leaders sud-africains avaient promis que l'organisation de cette compétition apporterait travail et prospérité à nombre d'entre eux et ferait affluer des millions de touristes dans le pays.

C'est d'ailleurs aussi ce que l'on avait dit aux Grecs avant la tenue des Jeux Olympiques d'Athènes en 2004 et ce que... Sarkozy et Rama Yade nous font miroiter pour l'Euro 2016. A l'heure du bilan on est loin des comptes. Alors même que 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté avec un revenu inférieur à 60 euros par mois et que des millions de personnes s'entassent dans des townships (le nom local des bidonvilles) où les maisons, sans eau courante et sans tout-à-l'égout, sont faites de vieilles planches, de bouts de tôle et de bâches de plastique, les autorités sud-africaines ont investi plus de 4 milliards d'euros dans des infracstuctures diverses qui à l'avenir n'auront que peu ou pas d'utilité.

On a ainsi calculé que le coût des 27 terrains de foot artificiels créés pour l'occasion équivalait à la construction de 1,3 million de logements en dur, simples mais décents. Quant à la Fédération internationale de football, la FIFA, c'est une une organisation soi-disant "sans but lucratif" mais minée par la corruption, l'affairisme, le népotisme et qui fricote avec les sponsors de tout poil et entretient d'amicales relations avec les pires dictatures de la planète.

Dans cette affaire elle peut se frotter les mains. L'évènement lui a rapporté plus de 3,3 milliards d'euros en droits télévisés et dérivés sur lesquels elle n'a reversé que 82 millions d'euros à la modeste Fédération sud-africaine de football pour l'aider à l'organisation du Mondial.

Business is business !